

Et si le Brexit n'avait pas lieu...

Si la sortie de l'UE n'est pas encore effective, les conséquences sont déjà bien réelles



Selon des sondages, l'opinion publique britannique a peu changé.

Photo: AFP

Luxembourg. Théoriquement, vendredi prochain, la Grande-Bretagne aurait dû quitter officiellement l'Union Européenne après une phase de transition de deux ans. Cette période était destinée à trouver des accords pour que le pays puisse sortir de l'UE d'une manière ordonnée. La réalité en est toute autre. Coup de projecteur sur la saga d'un divorce qui risque de coûter très cher.

Le 23 juin 2016, le peuple britannique a voté à 52 % pour une sortie de leur pays de l'Union Européenne, un choc! Suite à la démission du Premier ministre de l'époque, David Cameron, qui avait appelé au référendum, la nouvelle élue, Theresa May, ne pouvait compter que sur une faible majorité au gouvernement. D'après négociations ont eu lieu depuis lors, entre les délégations britannique et européenne. La Première ministre a effectué de maints allers-retours entre Bruxelles et Londres pour discuter avec Jean-Claude Juncker et Donald Tusk. Au final, à quelques jours du divorce, le gouvernement britannique donne l'impression qu'il a passé plus de temps à négocier avec lui-même qu'avec les 27 autres pays et ne sait toujours pas plus ce qu'il veut. Ces errements, avec une première ministre sans majorité absolue à la tête d'un Parti conservateur profondément divisé sur la question, n'arrangent rien. C'est ce que démontrent les résultats des derniers votes au sujet des propositions soumises au Parlement par Theresa May.

La semaine prochaine sortiront les chiffres du Produit intérieur brut (PIB). En revue trimestrielle il devrait se situer à 0,2 % en T4 contre 0,6 % en T3 2018 et 0,3 % en prévision. Si en 2015, la croissance annuelle s'élevait encore à 2,3 %, en variation annuelle, le PIB anglais s'est établi pour 2018 à 1,3 % contre 1,6 % au trimestre précédent. Avec ces données économiques, la Grande-Bretagne passe de la première place des pays du G7 en queue de peloton.

Si le Brexit n'est pas encore effectif, les conséquences sont déjà bien réelles. Le «Centre for European Reform» (CER) a réalisé une étude en 2018 qui montre que la taille de l'économie britannique est de 2,5 % inférieure par rapport à ce qu'elle aurait été si la Grande-Bretagne avait décidé de rester dans l'UE. Afin de parvenir à ces chiffres, le CER a comparé la croissance anglaise depuis le référendum de 2016 à celle de 22 pays de profil comparable.

Un manque à gagner

Au niveau des finances publiques, la chute de la croissance du PIB représente un manque à gagner de 26 milliards de livres sur base annuelle ou 500 millions de GBP par semaine. En comparaison, le budget du Royaume-Uni versé chaque semaine à l'UE s'élève à 300 millions par semaine. Ces mêmes 300 millions ont été utilisés par les Brexiteurs qui proposaient de les investir plutôt dans la caisse de santé nationale (NHS) au lieu de les payer à l'UE. A cela se rajoute la redistribution annuelle de 6,5 milliards d'euros que l'économie britannique a reçue de Bruxelles.

Les prévisions d'inflation sont attendues à 3,2 % contre 3 % fin 2018. Les ménages anglais ressentent le coup du Brexit directement

sur leur portefeuille en plus de la dévaluation du GBP depuis le référendum.

Du côté des renégociations des contrats commerciaux, la situation n'est pas brillante non plus. Bruxelles maintient 759 accords économiques internationaux dont 40 contrats de libre-échange avec Londres qui auraient dû être renégociés pendant cette phase de transition. Si le ministre du commerce britannique Liam Fox avait encore promis en automne 2017 la renégociation de tous les contrats de libre-échange jusqu'au 29 mars 2018, la réalité est toute autre. Uniquement 6 des 40 contrats n'ont pu être ratifiés avec des pays comme la Suisse, le Chili, Israël et Liechtenstein. Les poids lourds du commerce font défaut sur cette liste.

C'est au niveau de la frontière entre l'Irlande du Nord britannique et la République d'Irlande que les négociations font du sur place. Theresa May a accepté une solution par défaut (back stop) proposée par l'UE. Mais cette proposition irrite les «brexiteurs» qui s'y opposent virulemment. En parlant de frontière, la problématique du rétablissement des frontières par la Grande-Bretagne est importante. Le chaos est préprogrammé. En tenant compte du volume de

véhicules qui passent journalièrement la frontière entre la Douvres et Calais et des contrôles douaniers qui durent deux minutes par véhicule, le bouchon aurait une longueur de 27 km tant du côté anglais que français.

Avec le rétablissement des frontières reviennent également les droits de douane. Le gouvernement britannique a déjà élaboré un plan audacieux pour exonérer de droits de douane 87 % des importations britanniques afin d'éviter des montées des prix. Un coup dur supplémentaire pour les caisses de l'Etat. De l'autre côté, l'UE a annoncé d'ores et déjà qu'elle protégerait son marché unique en instaurant des droits de douane sur les produits anglais.

Une mauvaise décision

La Grande-Bretagne est plus divisée que jamais. Selon des sondages, l'opinion publique a peu changé. Une légère majorité se profile tout de même, estimant que le vote a été une mauvaise décision. Se rajoute à cette lueur d'espoir (surtout pour les adeptes d'un deuxième référendum) un autre fait qui se joue au niveau de l'électorat: depuis le référendum 1,2 millions d'électeurs sont décédés tandis que 1,4 millions de jeunes se sont inscrits sur les listes électorales. Ces derniers sont largement pro-européens.

Pour revenir à la question initiale: est-ce que le Brexit aura lieu? Il semble évident que la somme des problèmes sans réponse et le doute sur la politique à accoucher du Brexit permettent désormais d'envisager toutes les options. Même avec un court décalage du Brexit de 15 jours, le gouvernement anglais devra tomber rapidement d'accord sur ses desiderata. Notons que ce gain de temps ne résout aucunement le problème de base: un problème complexe ne se résout jamais avec des solutions faciles.

Mike Felten
Directeur
Fortuna Banque s.c.



Le chaos aux frontières.

Photo: AFP

Stahlhersteller Salzgitter erhöht Dividende

Salzgitter. Dank des besten Geschäftsjahres der vergangenen zehn Jahre will der Stahlhersteller Salzgitter seine Dividende deutlich erhöhen. Auf der Hauptversammlung im Mai soll eine um 20 Prozent auf 0,55 Euro gesteigerte Ausschüttung pro Aktie vorgeschlagen werden, wie das Unternehmen gestern mitteilte. Seit Ende Februar war bereits bekannt, dass der Stahlproduzent angesichts guter Geschäfte mit Flachstahl sowie mit Grobblech und Profilstahl ein vorläufiges Vorsteuerergebnis von 347,3 Millionen Euro erreichte. Für das aktuelle Geschäftsjahr rechnet das jüngst in den Kleinwerteindex SDax abgestiegene Unternehmen aber mit einem deutlich geringeren Überschuss und begründet dies mit einem sich eintrübenden Geschäftsumfeld sowie zahlreichen wirtschaftlichen und politischen Unwägbarkeiten. dpa

Bundesanleihen: Rendite fällt unter null

Frankfurt/Main. Die Rendite der wichtigsten deutschen Staatspapiere ist erstmals seit 2016 wieder in den negativen Bereich gerutscht. Bei der gängigsten Laufzeit von zehn Jahren fiel die Rendite der Bundesanleihen gestern im freien Handel kurzzeitig auf minus 0,001 Prozent. Im Anschluss lag sie aber schnell wieder knapp über null. Derzeit sorgt die Geldpolitik der US-Notenbank FED weltweit für Druck auf die Renditen. Die FED hatte am Mittwoch signalisiert, dass die Leitzinsen in diesem Jahr nicht weiter erhöht werden. Auch die Europäische Zentralbank hatte zuletzt bei ihrer angepeilten Abkehr von der Krisenpolitik wieder auf die Bremse getreten. dpa

Ölpreise kaum verändert

Singapur. Die Ölpreise haben sich am Freitag nur wenig bewegt. Am Morgen kostete ein Barrel (159 Liter) der Nordseesorte Brent 67,89 US-Dollar. Das waren drei Cent mehr als am Vortag. Der Preis für ein Barrel der amerikanischen Sorte West Texas Intermediate (WTI) fiel hingegen um drei Cent auf 59,95 Dollar. Auf Wochensicht ist der Preis für US-Öl deutlich um fast drei Prozent gestiegen. Der Brent-Preis legte seit Montag ebenfalls zu, aber nur etwas mehr als ein Prozent. Einer der stärksten Preistreiber in dieser Woche war die Entwicklung der Ölreserven in den USA. dpa

Nike mit Milliarden Gewinn

Beaverton. Der US-Sportartikelriese Nike hat angetrieben von starken Online-Verkäufen ein weiteres Quartal mit glänzenden Ergebnissen abgeliefert. In den drei Monaten bis Ende Februar kletterten die Erlöse im Jahresvergleich um sieben Prozent auf 8,4 Milliarden Euro, wie der Adidas-Rivale nach US-Börsenschluss mitteilte. Der Nettogewinn kletterte auf 1,1 Milliarden Dollar. Im Vorjahresquartal hatte eine hohe Abschreibung aufgrund der US-Steuerreform ein tiefes Loch in die Bilanz gerissen. dpa